Nos démocraties ne survivront pas longtemps à la défiance croissante des citoyens à l'égard de leurs représentants élus

mercredi 6 janvier 2016, par Jean-Paul Vignal

On doit sérieusement s'interroger sur la bonne santé de notre démocratie quand un responsable politique du calibre de Monsieur Jean-Claude Juncker peut déclarer publiquement sans risquer d'être renvoyé à ses chères études qu'« il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens », et quand, par ailleurs, 4 citoyens sur 5 déclarent ne pas avoir confiance dans leurs représentants élus, même si cette défiance a des sources contradictoires. Elle pose en effet une question essentielle : celle se savoir ce qui pourrait aujourd'hui mobiliser des citoyens déçus d'avoir été sans cesse trompés depuis la première crise pétrolière de 1974 par une classe politique dont la vison de la conduite des affaires publiques se limite de plus en plus à la soumission inconditionnelle au pouvoir de l'argent, et la motivation à la prise du pouvoir et/ou au désir de s'y maintenir.

Thomas Piketty a brillamment démontré la montée des inégalités sociales sous les coups de boutoir d'un néolibéralisme grand pourfendeur de protection sociale solidaire. Sans surprise, ses thèses sur les causes exclusivement économiques de la montée de ces inégalités sont bien sur âprement combattues par le fan club néolibéral, mais elles sont justes sur le fond.

L'analyse du résultat des derniers votes en France peut cependant permettre de douter qu'elles soient suffisantes pour mobiliser des citoyens qui ne croient plus – quand ils croient encore à quelque chose – qu'à la radicalité des extrêmes, voire à la violence, pour réduire rapidement une fracture sociale de plus en plus évidente. Sans doute pour une raison simple : le creusement des inégalités n'est probablement lui-même que la manifestation d'une cause plus profonde. Le peuple ne sait sans doute pas toujours exprimer clairement ses intuitions dans des exposés brillants à la logique formelle imparable, mais il reste de très loin le meilleur juge de l'intérêt du plus grand nombre, et sait toujours faire la différence entre ce qui est nuisible à l'intérêt collectif, et ce qui lui est favorable.

Il essentiel pour la démocratie que son avis soit respecté quand il s'exprime, ce qui n'est plus le cas en France depuis le funeste référendum de 2005 sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. Le général de Gaulle, malgré tous les reproches qu'on lui a faits, a été le dernier chef d'Etat français à vraiment respecter le verdict du suffrage universel en refusant de se refugier piteusement derrière le « There is no alternative » des comptables, ou la misérable feuille de vigne des sondages soigneusement retravaillés pour passer outre : il n'a certainement pas toujours réuni sur son nom le vote de la majorité des intérêts catégoriels, mais il n'a jamais été élu en trompant la majorité des Français, et à chaque fois qu'il a été battu, il a eu l'élégante intransigeance de se retirer, ne remettant ainsi jamais en cause le lien de confiance qui doit exister entre le peuple et ses représentants élus pour qu'une démocratie soit saine et vivante.

Là est probablement le cœur du problème actuel : vote après vote, les élus de la France ont depuis 40 ans pris l'habitude de considérer que le peuple était trop ignorant pour savoir ce qu'est l'intérêt général. Pour s'assurer qu'il en soit ainsi, une de leurs préoccupations principales a été de détricoter soigneusement un système d'éducation « au mérite », qui avait ses défauts mais restait unique par son aptitude à assurer « globalement » l'égalité des chances pour tous par la sélection sur l'intelligence, contre la sélection sociale et culturelle par la naissance, ou matérielle, par l'argent, qui prévalent de plus en plus.

Quel choix propose-t-on aux Français aujourd'hui pour contrer cette tendance qui ne peut conduire qu'au chaos de la guerre civile du tous contre tous ? Objectivement, pas grand-chose entre la peste de la maximisation du profit individuel au détriment de l'humain, et le choléra du culte de Gaia au détriment lui aussi – et malheureusement – de l'humain.

Le néolibéralisme ne peut pas être la solution, car il néglige l'intérêt général pour ne retenir que la maximisation des intérêts particuliers. Thomas Piketty a le mérite d'avoir démontré de façon crédible, quoiqu'en disent ses détracteurs, que l'infaillibilité du dogme de la croissance économique à tout va par marchandisation accélérée des activités humaines, et son effet redistributeur naturel, par « ruissellement », pour répartir équitablement la richesse, était un leurre : plus on maximise l'intérêt particulier, plus on accentue les inégalités en détruisant d'une part le capital social des acquis collectifs et, de l'autre, le capital environnemental de la biosphère, n'en déplaise aux thuriféraires du soi-disant « immense succès » de la récente COP 21. Mais il néglige trop ce faisant le fait que de manière plus inquiétante à moyen et surtout à long terme, l'aptitude de la biosphère à supporter physiquement la survie d'*homo sapiens* diminue de ce fait dangereusement.

La montée de la prise de conscience « environnementale », – symbolisée par celle de la mouvance décroissantiste qui remet en cause le mythe de la croissance – pourrait compenser cette vision utilitariste et courtermiste. Mais, en prônant plus ou moins un retour au malthusianisme élitiste, en mettant de coté l'obligation de solidarité et de fraternité humaine, elle privilégie trop la protection de la biosphère au détriment de celle d'homo sapiens pour être crédible pour une majorité de citoyens.

La solution semble claire : il faut réconcilier ces deux tendances en dépassant ce débat pour replacer l'humain au centre des critères des décisions humaines.

Simple à dire, difficile à faire, surtout quand ce retour à l'humain, quand il se manifeste, a trop tendance à passer par le retour à l'extrémisme religieux, qui apparaît instinctivement, mais regrettablement, à beaucoup comme le dernier recours contre cette deshumanisation des nos modernes sociétés de consommation passive. Teilhard en son temps a tenté une audacieuse synthèse entre croyance à un au-delà humain et matérialisme. Symptomatiquement, sa thèse centrale de la complexité/conscience a été mieux accueillie par les « matérialistes » humanistes que par les croyants. Il faudrait sans doute la revisiter en reprenant ses réflexions sur le « phénomène humain ».

Cet indispensable retour à l'humain commence néanmoins à se manifester sous diverses formes, parmi lesquelles on peut citer le convivialisme prôné à juste titre par les membres du groupe MAUSS [1], ou dans un autre domaine par l'émergence de la théorie du rythme [2] : qu'est ce qui fait qu'un groupe est capable de passer réversiblement du mouvement chaotique qu'implique la

maximisation des intérêts individuels de ses membres au mouvement collectif harmonieux qui permet de résister aux agressions extérieures et de promouvoir des valeurs collectives.

Intuitivement, on peut estimer que c'est l'existence de valeurs communes, et l'obéissance stricte à des règles de « bon voisinage » librement consenties, même quand elles sont contraires à certains intérêts particuliers, qu'ils soient liés à la propriété privée symbole moderne de l'intérêt particulier, ou même à la vie elle-même quand il s'agit de défendre des intérêts essentiels.

Nos élus actuels se sont avérés incapable de porter ce message d'espoir collectif par veulerie opportuniste qui les a conduits à négliger l'intérêt général au profit d'intérêts particuliers. Pour y remédier, certains appellent de leurs vœux la descente miraculeuse sur terre, – au bon endroit et au bon moment –, d'un homme providentiel porteur de « la » solution gravée dans le marbre de l'éternité. D'autres, plus conscients que tout changement significatif impose en préalable la prise de conscience et la « conversion » des individus à l'impérieuse nécessité de remettre homo sapiens plutôt que la croissance économique ou Gaia au centre de nos chois de sociétés, préfèrent la robustesse opérationnelle d'un mouvement auto organisé, qui pourra, ou non, se choisir ensuite un mandataire pour le représenter vis à vis du monde extérieur quand il aura accumulé suffisamment de force pour être capable d'emporter l'adhésion de la majorité des citoyens.

L'enjeu est de taille, il s'agit de refonder nos démocraties usées et vidées de leur substance par le consumérisme et la pollution des esprits et de la biosphère par l'argent, sur la transparence, qui est seule capable de recréer le lien de confiance réciproque entre les citoyens et leurs élus sans lequel elles ne sauraient fonctionner.

Notes

[1] Le Convivialisme : http://www.lesconvivialistes.org/

[2] Rhuthmos : http://rhuthmos.eu/